



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le jeudi 10 octobre 2024

Situation d'urgence pour les trésoreries des agriculteurs : Jeunes Agriculteurs et la FNSEA attendent de la Ministre de l'agriculture des annonces rapides, efficaces et dimensionnées !

Les récoltes catastrophiques de l'été et du début de l'automne 2024, ainsi que la grave crise sanitaire qui frappe l'élevage, pèsent lourdement sur les trésoreries des exploitations agricoles, menaçant leur pérennité et la capacité des agriculteurs à engager les investissements nécessaires au bon déroulement de la campagne 2025. Dans le prolongement des premières annonces faites par le Premier ministre et la ministre de l'Agriculture de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt à l'occasion du Sommet de l'Elevage, Jeunes Agriculteurs et la FNSEA attendent désormais l'annonce de mesures fortes de soutien aux trésoreries et justement dimensionnées face aux pertes et aux enjeux de continuité de l'activité agricole.

Le contexte climatique de l'année 2024 est extrêmement éprouvant pour de nombreuses exploitations agricoles qui subissent des pertes de récoltes majeures : les moissons affichent moins 26% en rendement et volumes par rapport à 2023 et les vendanges s'achèment vers un moins 22 % sur un an. Parallèlement, on assiste à une explosion des crises sanitaires qui impactent fortement les élevages, avec des pertes pouvant aller de 10% à 40% du cheptel. Malgré les outils de gestion des risques en place (assurance récolte, déduction pour épargne de précaution...), de très nombreux agriculteurs se retrouvent dans une impasse de trésorerie catastrophique qui appelle à une réaction rapide, claire et efficace des pouvoirs publics, pour pouvoir relancer sereinement les travaux dans les champs et préparer la campagne à venir.

Pour Jeunes Agriculteurs et la FNSEA, il y a urgence à mettre en place des prêts de trésorerie visant à renforcer le fonds de roulement des exploitations. Le coût de ces prêts doit être partagé par tiers entre l'agriculteur, les banques et l'Etat. Jeunes Agriculteurs et la FNSEA demandent à l'Etat de confirmer son niveau d'intervention sur la prise en charge des garanties et sur le taux des prêts, comme l'a annoncé le premier Ministre, Michel Barnier, lors de son déplacement au Sommet de l'élevage, le 4 octobre dernier. Il est en effet nécessaire d'accompagner ces prêts d'un fonds d'allègement des charges intervenant sous forme de prise en charge d'intérêts sur les échéances des prêts bancaires.

Ce dispositif doit être complété par des mesures fiscales et sociales. Cela passe par un dégrèvement de la taxe foncière sur le foncier non-bâti (TFNB), l'abondement à la bonne hauteur de l'enveloppe permettant la prise en charge des cotisations sociales et facilité leur étalement pour les agriculteurs les plus sévèrement touchés, ainsi qu'une révision exceptionnelle des

Contacts Presse :

Antoine Giacomazzo / 07 78 11 69 86 / antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr

Remi Rossi / 07 86 22 90 67 / rrossi@jeunes-agriculteurs.fr



modalités d'assiette des cotisations sociales 2025 (option N-1 facilitée, redémarrage sur une année N...) afin de soulager les trésoreries. Enfin, et bien que le temps d'instruction ne permette pas une intervention immédiate, le Gouvernement doit agir auprès de la Commission européenne pour activer la réserve de crise européenne.

Arnaud Rousseau, Président de la FNSEA, précise : *« La crise inédite qu'affronte actuellement l'agriculture doit être entendue et rapidement prise en compte par l'Etat dans toutes ses dimensions. Aucun levier ne doit être négligé pour permettre aux exploitations agricoles de passer la crise et d'engager les travaux agricoles dont dépendent la souveraineté alimentaire de la France et la compétitivité de notre agriculture. L'heure est trop grave pour tergiverser. »*

Pierrick Horel, Président de Jeunes Agriculteurs, déclare : *« Les jeunes agriculteurs sont particulièrement fragiles financièrement les premières années qui suivent l'installation en raison des investissements conséquents réalisés pour déployer son projet. Nous devons être particulièrement vigilants dans cette période et refusons de prendre le risque que des jeunes baissent les bras parce que l'État les abandonnerait. Dans cette année particulièrement frappée par les aléas climatiques, avec des conséquences désastreuses pour l'ensemble des filières, nous attendons une réponse forte des pouvoirs publics au nom du renouvellement des générations et de la souveraineté alimentaire. »*

Contacts Presse :

Antoine Giacomazzo / 07 78 11 69 86 / antoine.giacomazzo@reseaufnsea.fr

Remi Rossi / 07 86 22 90 67 / rrossi@jeunes-agriculteurs.fr